



13-06-2012

PS et SPD main dans la main

Une réunion importante du Conseil Européen se tiendra les 28 et 29 juin. Cette réunion proposera l'adoption du traité de discipline budgétaire. Les dirigeants du SPD allemand, l'équivalent du PS français, sont des artisans convaincus de cette adoption. Il faut aller vite disent-ils. De son côté H. Van Rompuy, président du Conseil Européen a déclaré « Je prépare un rapport en étroite collaboration avec les présidents de l'Eurogroupe et de la BCE. **Les 28 et 29 juin, je ferai des propositions pour une plus grande intégration bancaire, budgétaire et économique** ». Quant à C. Lagarde (qui a remplacé Strauss-Kahn à la direction du FMI), elle veut qu'on prenne des « **mesures décisives sans tarder** ».

Tous sont extrêmement pressés «**Il nous faut un mélange de discipline budgétaire** » réclame le chef de file du SPD.

F. Hollande et J.M. Ayrault ont déjà discuté de cette question avec leurs amis du SPD qu'ils ont reçu ce mardi à Paris. Dès le lendemain Hollande a annoncé la couleur : « **La croissance ne naîtra pas de dépenses publiques supplémentaires... Elle peut surgir d'une volonté commune, celle de l'Europe de mettre en place des investissements nouveaux : euros-obligations, instruments financiers** ». Il faut réduire la dette publique ont-ils martelé. On voit que les dirigeants européens, socialistes ou de droite, travaillent d'arrache pied pour réaliser le compromis qui devrait permettre l'adoption du texte. Un pas de plus et quel pas dans l'intégration de notre pays à l'intérieur du système capitaliste européen. C'est la porte ouverte à de nouvelles difficultés bien plus graves que celles que nous connaissons actuellement.

L. Parisot du MEDEF veut aller vite. Elle entend engager une nouvelle étape du marché du travail. « **Pour faciliter l'ajustement des effectifs, il faut une nouvelle définition du licenciement économique afin qui englobe l'amélioration de la compétitivité... Autoriser des licenciements en cas de difficultés n'est pas suffisant, c'est prescrire le remède lorsqu'il est déjà trop tard** ». Quel cynisme !

Le nombre de demandeurs d'emplois depuis 1 an a augmenté de 8% et cela s'accélère. 45.000 emplois sont menacés dans l'industrie les prochaines semaines. En un an, les prix des produits de première nécessité ont augmenté officiellement de 7%.

Que fait le gouvernement actuel ? Comme nous l'avions prévu, il poursuit la même politique que son prédécesseur, ce qui correspond à l'aggraver compte tenu de la situation actuelle en France et en Europe. C'était prévisible et nous n'en sommes qu'au début.

Les progrès du FN représentent un réel danger. Ils sont dûs pour l'essentiel aux conséquences de la politique menée à tour de rôle par la droite et le PS et

ses amis qui frappent durement la population. Ce parti fait son lit sur la colère, la désorientation, le rejet de cette politique, la recherche d'autre chose. Dans tous les pays européens où l'alternance gauche droite est installée, l'extrême droite progresse, en Italie, en Autriche, en Hollande, en Scandinavie... Le Front National est une roue de secours du capital. Il joue sur le mécontentement populaire mais il ne peut cacher sa haine des travailleurs qui luttent. Il a même assimilé les actions contre la réforme des retraites de 2010-2011 à un « **mouvement qui s'apparente à du terrorisme** ». Dans un article du « Figaro » Marine Le Pen déclare : « **je suis la seule à défendre la libre entreprise dans notre pays. Je veux un état stratège en accord et en lien avec les chefs d'entreprises** ». Il faut dénoncer la politique du FN et de ses dirigeants, montrer le danger que représente l'utilisation par les forces du capital d'une masse de travailleurs abusés, trompés par sa politique. Changer de politique, oui c'est possible. L'argent existe pour engager une grande politique sociale pour le peuple, avec le peuple. Il faut en avoir la volonté. Il faut s'attaquer au capitalisme.

www.sitecommunistes.org